

# « J'EN AI MARRE DE ME RÉVEILLER »

Pour Geoffrey Geuens, professeur au département des Arts et Sciences de la communication (ULg), c'est clair : les médias belges, propriété de la grande bourgeoisie d'affaires, sont acquis au discours néolibéral. Interview.

Propos recueillis par Isabelle Philippon (CSCE)

**E**nsemble ! : Vous le dénoncez régulièrement : l'information est avant tout considérée comme une marchandise, et ce caractère l'emporte sur la mission fondamentale des médias, qui devrait être d'éclairer et enrichir le débat démocratique...

**Geoffrey Geuens** : Oui ! Les capitalistes qui détiennent les principaux médias d'information vendent leurs médias comme s'il s'agissait d'un produit comme un autre. Or la presse n'est pas une marchandise comme une autre. Il s'agit d'un bien trop précieux pour être laissé sous le contrôle quasi exclusif d'intérêts privés. On voit à quoi cela a conduit la France, là où presque tous les médias appartiennent aujourd'hui à l'oligarchie industrielle et financière.

**En Belgique, la situation est quand même différente, non ?**

La situation belge est, il est vrai, moins caricaturale qu'en France. Mais il n'empêche que quelques

la frontière linguistique. Exemples : Rossel et De Persgroep ont créé Mediafin, une *joint venture* dans laquelle ils se partagent la propriété de *L'Echo* et du *Tijd*. Roularta et De Persgroep se partagent VTM, tandis que RTL Belgium appartient conjointement à RTL Group ainsi qu'à Rossel, IPM et Corelio. Concentra et Corelio se partagent la propriété de quatre titres de quotidiens néerlandophones. Enfin, Rossel et Concentra se partagent *Métro*, le journal gratuit. C'est ainsi que la concentration des médias ne cesse d'augmenter et les politiques laissent faire.

**Mais nous n'avons pas, en Belgique, de patrons de presse vendeurs d'armes...**

Peut-être, mais certains propriétaires de journaux, radios et télévisions, chez nous, ont quand même des intérêts, parfois très importants, ailleurs que dans la presse. Les familles qui se partagent la propriété des médias

au secteur privé ; il fut aussi administrateur de plusieurs trusts allemands (BMW, Bayer, Deutsche Telekom, etc.). Il a développé la très lucrative société maritime Ahlers, héritée du père de sa femme ; entre autres – nombreux – mandats, il a été le CEO d'Agfa-Gevaert et a créé la Vlaamse uitgeverijmaatschappij (VUM, désormais Corelio) pour « sauver » le *Standard* de la faillite, dans les années 1970. Comme il se doit, il a également assuré la présidence de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB, l'association patronale belge) à l'époque des gouvernements Martens-Gol. Eh bien son fils, Thomas, l'actuel président de Corelio (héritier de la VUM), reproduit cette logique de cumul : à la fois président de la KBC, d'Umicore (ex-Union minière) et de la Fondation Roi Baudouin, ex-président de la FEB, conseiller international du trust japonais Toyota et membre de la puissante Table Ronde des Industriels européens (ERT) et

de la Commission Trilatérale. Quant au vice-président de Corelio, Philippe Vlerick, il doit sa (bonne) fortune à la

finance et le textile ; son oncle, André Vlerick, a été ministre des Finances et administrateur de plusieurs multinationales (BASF, Tabacofina, etc.).

**Les patrons de presse se portent bien, alors que la presse est un secteur sinistré...**

Les journalistes ne cessent de s'appauvrir, et leurs conditions de travail, de se détériorer. Les plans de restructuration se succèdent dans les rédactions, alors que leurs patrons font partie des plus grosses fortunes de Belgique, ce qui ne les empêche pas d'empêcher des aides à la presse : les grandes fortunes belges en général

**Alors que la population francophone se situe majoritairement à gauche, il n'y a plus aucun grand organe de presse identifié à gauche et défendant le monde du travail.**

grandes fortunes familiales se partagent les principaux titres de presse, voire se les rachètent mutuellement. Corelio, Concentra, De Persgroep, IPM, Rossel, Nethys et Roularta : ces sept groupes dominent totalement le monde de la presse écrite en Belgique (*lire l'infographie*). Des titres changent de mains, ce qui donne l'impression que le secteur des médias en Belgique est soumis à une dure concurrence. En réalité, derrière cette concurrence « amicale » et oligarchique, se cachent des oligopoles, qui ont des liens étroits entre eux, une communauté d'intérêts entre grandes fortunes, et ce même par-delà

son extrêmement riches, et ce n'est pas toujours aux seuls journaux qu'ils doivent leur immense fortune, mais bien aux intérêts que certains d'eux ont dans l'industrie ou la finance. Les familles Hurbain (Rossel), Baert (Concentra), Van Thillo (De Persgroep), Leysen, Vlerick, Bertrand (Corelio), Le Hodey (IPM) et De Nolf (Roularta) font partie de la très grande bourgeoisie d'affaires. Prenez Thomas Leysen, président de Corelio : c'est un riche héritier, tout ce qu'il y a de plus classique. Son père, André Leysen, faisait partie de la Treuhand, l'organisme allemand chargé de vendre les biens publics de l'ex-RDA

# AU SON D'UNE CHRONIQUE BOURSIÈRE ! »

– tous secteurs d'activités confondus – sont également les plus grands « assistés » de ce pays, notamment sur le plan fiscal : cela n'empêche pas certains riches de montrer du doigt les allocataires sociaux et les travailleurs. Quant aux aides à la presse, elles sont autant d'emplâtres sur une jambe de bois : ces aides ne constituent aucunement une solution à la perte de qualité rédactionnelle, à la détérioration des conditions

**L'idée que l'info est une marchandise est largement intégrée par les journalistes.**

de travail des journalistes, à la concentration accrue des médias ou encore à la domination des logiques managériales sur le monde des rédactions.

**Vous prônez une réorganisation du système d'aides à la presse ?**

Oui ! Ces aides devraient être destinées à des projets de presse véritablement indépendants, comme *Médor*, *Apache*, *Wilfried*, etc. A des éditeurs réfléchissant avant tout à la qualité du travail journalistique et pour qui, par conséquent, les journalistes ne constituent pas une main-d'œuvre taillable et corvéable mais bien le socle fondamental d'une information de qualité, libre et indépendante des milieux d'affaires. Elles pourraient aussi – c'est le minimum me semble-t-il – être réservées aux éditeurs qui ne possèdent qu'un seul média ; cela permettrait peut-être, au moins dans un premier temps, de limiter la concentration. Plus fondamentalement encore, il faudrait rouvrir le débat sur la propriété des médias : est-il normal qu'ils soient la propriété de groupes privés, d'intérêts privés, jamais tout à fait désintéressés ? Après tout, si on lutte bien contre la privatisation – ou pour la reprise en main – de l'eau, de l'énergie, des soins de santé ou encore du système bancaire, pourquoi ne pas également réfléchir aux diverses formes possibles de socialisation et de réappropriation collective, par les jour-

## LES 6 PRINCIPAUX GROUPES PRIVÉS PROPRIÉTAIRES DE LA PRESSE ÉCRITE EN BELGIQUE

GROUPES	TITRES	SOCIÉTÉS ÉDITRICES
	De Morgen	De Morgen
	Het Laatste Nieuws + De Nieuwe Gazet	Aoste
	De Tijd L'Echo	Mediafin – Persgroep (50 %) – Rossel (50 %)
	Le Soir Soir Mag	Rossel et Cie
	La Nouvelle Gazette La Meuse La Capitale La Province Nord Eclair	Sudpresse
	Vlan	Vlan
	Psychologies Magazine	Psychologies – Mass Transit Media (Rossel) – Concentra (Het Mediahuis)
	Métro	Concentra
		De Gazet Van Antwerpen Het Belang Van Limburg
De Standaard Het Nieuwsblad + De Gentenaar		SAIPM
	La Libre Belgique La Dernière Heure-Les Sports Paris Match (édition belge)	Les Editions de l'Avenir
	L'Avenir	L'Avenir Hebdo
	Moustique	Roularta
	Le Vif/L'Express Knack Trends Trends-Tendances	Belgomedia
	Télépro (à 50 % avec le Français Bayard)	

Source principale : AJP  
Pour être complet, il faudrait ajouter le groupe Ciné Revue (Ciné Télé Revue) et le Finlandais Sanoma (Femmes d'aujourd'hui et Flair).

⇒ nalistes, les citoyens, etc. d'un bien aussi précieux que celui de l'information ? Cet enjeu social serait-il moins urgent ? Je ne le crois pas.

## A vous suivre, les rédactions seraient inféodées à des groupes privés et à leurs intérêts ?

Personnellement, je n'utiliserais pas le terme « inféodé » ; les choses sont en réalité plus subtiles mais peut-être tout aussi efficaces. Il y a, en tout cas, des constats pour le moins interpellants. Qu'on le veuille ou non, des influences s'exercent. L'idée que l'info est une marchandise est aujourd'hui largement intégrée, même à leur corps défendant, par les journalistes : rares sont ceux, dans les rédactions, qui oseraient encore proposer un long dossier risquant d'être jugé peu « vendeur » par des managers

d'un service minimum et j'en passe. Parallèlement, certains sujets disparaissent, surtout ceux qui touchent au social. Les éditorialistes de la presse *mainstream* répètent tous, en chœur, le sempiternel refrain de la *nécessaire austérité budgétaire*, de la *nécessaire refonte ou relance du projet européen* (comme s'il était possible de « réformer » cette Europe du capital !), de la *nécessaire lutte contre la fraude sociale* (comme si les plus gros fraudeurs se recrutaient parmi les allocataires sociaux !), de l'indispensable courage pour *briser les tabous* (traduisez : pour prendre des mesures qui vont toucher les plus faibles), etc.

de son enquête sociale, etc. Souvent, cependant, lassé par ces difficultés, il peut en arriver à se taire, se résigner, voire tomber en burn-out, quand il a l'impression que son boulot a perdu de son sens...

**On est surpris, aussi, de voir le nombre d'éditorialistes et de journalistes spécialisés qui font des « ménages », c'est-à-dire qui animent des conférences dans des cercles privés huppés d'entrepreneurs, tels le Cercle de Lorraine, le B19, le Cercle de Wallonie, etc.**

Oui, et dans ces cercles, on retrouve précisément un condensé des di-

## Les éditorialistes sont acquis à l'idéologie du capitalisme néolibéral, et parfois même sans s'en rendre pleinement compte.

### LES AIDES À LA PRESSE

EN 2015

L'Avenir	1.705.643,77
La Dernière Heure	1.064.940,98
L'Echo	668.156,66
La Libre Belgique	994.762,71
Le Soir	1.176.744,94
Sudpresse	1.624.950,94
JFB (éditeurs)	380.800,00
TOTAL	7.616.000,00

Source : AJP

issus du privé et reconvertis en responsables de médias. De la même manière, l'idéologie du capitalisme néolibéral est, elle aussi, assez bien intégrée ; et ce sont bien des discours et valeurs de classe qui s'expriment quotidiennement dans le chef des élites médiatiques. Voyez l'unanimité avec laquelle on met en valeur les « entrepreneurs qui réussissent », comment on accole spontanément les adjectifs « peu efficaces » et « pléthoriques » aux mots « services publics ». Comment on culpabilise le monde du travail (ah, ces fameuses cotisations sociales devenues des « charges sociales » !), comment on rend compte des grèves et comment on criminalise les syndicats, les grévistes et les allocataires sociaux, comment on ressasse le *manque de compétitivité de nos entreprises*, la nécessité

C'est la grande force des milieux d'affaires propriétaires des titres de presse : ils ne sont pas seulement dominants au niveau financier ; ils ont également réussi à ce que leurs idées imprègnent profondément l'ensemble de la société et notamment le monde intellectuel. Pas besoin de téléphoner à un éditorialiste pour faire passer le message gouvernemental ou celui de la Banque centrale européenne : les éditorialistes sont acquis à l'idéologie libérale, et parfois même sans s'en rendre pleinement compte.

### Mais dans les pages intérieures des journaux, on trouve pourtant encore des papiers d'analyse critique, des reportages de terrain qui rendent compte des dures réalités sociales...

C'est vrai, vous avez parfaitement raison. Parfois, ces éditos qui font la Une sont contredits par des reportages réalisés par des journalistes « de terrain », dans les pages intérieures : dans les médias jugés les plus sérieux, c'est particulièrement flagrant. C'est là que l'on voit tout le contraste entre les principaux « faiseurs d'opinion » (politiques, éditorialistes, experts et économistes de banque, etc.) et le journaliste « lambda », qui est bien moins déconnecté de la réalité sociale vécue par l'immense majorité de nos concitoyens, et qui doit parfois se battre pour faire entendre sa voix, pour justifier du bien-fondé

verses fractions de la classe dominante et de l'entre-soi : industriels et financiers fortunés (de l'héritier dynastique au nouveau riche), patrons de presse, responsables des partis politiques traditionnels, éditorialistes et économistes de banque. Moi, cela m'interpelle toujours de voir un journaliste économique ou un(e) éditorialiste en chef offrir ses services pour ce type de cénacle. Ceci étant, il faut éviter le jugement moral et plutôt voir ce que cela dit sociologiquement des liens entre presse et pouvoir(s). Un exemple parmi d'autres ? Je n'en peux plus non plus de me réveiller tous les matins au son d'une « chronique boursière » à la RTBF, qui me renseigne scrupuleusement sur les sursauts du Marché. Mais combien d'auditeurs francophones sont-ils concernés par cela, dites-moi ? Avouez qu'il y a quand même quelque chose d'étrange dans le monde des médias en Belgique francophone : alors que la population francophone se situe majoritairement à gauche sur le plan politique et électoral, il n'y a plus aucun grand organe de presse identifié clairement à gauche et défendant les intérêts du monde du travail, soit de la très grande majorité des Belges. Si ce n'est pas là la preuve d'un fossé entre les élites médiatiques, le monde des « décideurs », et la population... Même le service public est acquis à l'économie de marché et au libéralisme triomphant ! □